



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale Jura et Saône-et-Loire  
Antenne de Mâcon  
37 boulevard Henri Dunant  
CS 80140  
71040 Mâcon Cedex 9

Le, 12/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **ALIZE LOGISTIQUE**

Z.I. Bois Bernoux  
71290 CUISERY

Références : LW/LW/2022/M\_236  
Code AIOT : 0024700043

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2022 dans l'établissement ALIZE-LOGISTIQUE implanté Bois Bernoux 71290 CUISERY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action de suivi de certains constats de non-conformité relevés lors de la précédente inspection du 24 juin 2021.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALIZE LOGISTIQUE
- Z.I. Bois Bernoux 71290 CUISERY
- Code AIOT : 0024700043
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société Alizé Logistique, dont le siège social est situé à Cuisery, au 981 de la route de Pont-de-Vaux, exploite sur le territoire de cette même commune, en zone industrielle de Bois Bernoux, un entrepôt.

L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée par un arrêté préfectoral du 16 novembre 1993 référencé 93.22.153.

## **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- le suivi de certains constats relevés lors de la précédente inspection:
  - les caractéristiques de l'établissement;
  - les exercices de défense contre l'incendie;
  - les exercices d'évacuations du personnel;
  - le système d'extinction automatique d'incendie.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Caractéristiques de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 16/11/1993, article 1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2018, article Annexe II Point 13	/	Sans objet
3	Evacuation du personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 14	/	Sans objet
4	Dispositif d'extinction automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 22	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, une non-conformité a été relevé sur le thème suivant:

- la maîtrise des accès aux installations.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Caractéristiques de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/1993, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Liste et Installations autorisées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Oui
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement, objet de la présente autorisation, est un entrepôt de produits manufacturés [...] Il comporte des installations relevant d'activités visées dans la nomenclature des installations classées, plus particulièrement des rubriques 1510 (entrepôts) et 2925 (atelier de charge d'accumulateurs).</p> <p><b>Constats :</b> Par courrier du 15 septembre 2021, la société Alizé Logistique s'était engagée : - à clôturer la partie d'exploitation de l'entrepôt afin de maîtriser ses accès; - à porter à la connaissance du préfet de Saône-et-Loire cette réduction de périmètre. Lors de cette nouvelle inspection, il a été constaté que la non-conformité n° 1 relevée lors de l'inspection du 24 juin 2021 était toujours d'actualité, et que les mesures envisagées par l'exploitant n'avaient pas été mises en œuvre.</p> <p><b>Observations :</b> Pour rappel, lors de la précédente inspection en date du 24 juin 2021, l'inspection avait constaté ce qui suit : « <i>Un bâtiment, présent au sein du périmètre de l'installation, est loué à la société XPO Transports Services qui exerce une activité de mécanique poids-lourds. La société Alizé Logistique n'a pas de regard sur ce bâtiment, qui plus est a fait l'objet d'un agrandissement, en particulier sur le suivi des équipements de sécurité (moyens de défense incendie, contrôle des installations électriques, etc.) et sur les moyens de protection de l'environnement (rejets aqueux, atmosphériques, stockage des produits dangereux, etc.).</i> <i>À proximité de ce bâtiment, toujours au sein du périmètre de l'installation, l'inspection a constaté la présence d'une station de distribution de carburant (gazole diesel), appartenant à la société XPO et d'une station mobile de distribution de gaz naturel liquéfié (GNL) appartenant à la société GNVERT. Ces activités, qui relèvent potentiellement des rubriques 1435, 1413, 1414, 4718 et 4734 de la nomenclature des installations classées, ne sont pas mentionnées dans l'arrêté préfectoral du 16 novembre 1993 susmentionné, autorisant la société Alizé Logistique à exploiter un entrepôt logistique et n'appartiennent pas à l'exploitant. »</i></p> <p><b>Non-conformité n° 1 :</b> la société Alizé Logistique, titulaire de l'autorisation d'exploiter, ne maîtrise pas l'ensemble des activités relevant de la réglementation des installations classées présentes sur le périmètre de ses installations et n'est pas autorisé, conformément à l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral n° 93-22-153 du 16 novembre 1993, à exploiter sur son site ni une installation de distribution de carburant (gazole diesel), ni une installation de distribution de gaz naturel liquéfié.</p> <p><b>Observation n° 2 :</b> l'exploitant doit : – soit assurer le suivi des opérations réglementaires de l'ensemble des activités présentes au sein du périmètre des installations classées autorisées par l'arrêté préfectoral du 16 novembre 1993 et porter à la connaissance du préfet de Saône-et-Loire les modifications réalisées avec tous les éléments lui permettant d'apprécier ces modifications ; – soit séparer physiquement les activités qui ne relèvent pas de l'autorisation accordée, en respectant les réglementations applicables, en particulier sur l'autonomie des équipements et aménagements constituant des utilités de site et sur le respect de l'implantation des installations, en portant à la connaissance du préfet cette cessation partielle d'activité (réduction du périmètre de l'installation) avec tous les éléments permettant d'apprécier cette cessation (notamment l'historique de l'exploitation effectuée des surfaces concernées, la surveillance éventuelle des effets, sur l'environnement, des installations exploitées sur ces surfaces, la justification du placement de celles-ci dans un état tel qu'elles ne puissent porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, etc.).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

## N° 2 : Défense contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2018, article Annexe II Point 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercices
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Oui
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.
<b>Constats :</b> Un exercice a été réalisé le 7 décembre 2021 avec la participation du service d'incendie et de secours de Tournus. L'inspection relève néanmoins une non-conformité en constatant que cet exercice n'a pas fait l'objet d'un compte-rendu. L'exploitant veillera, lors du prochain exercice de défense contre l'incendie, à ce qu'un compte-rendu, précisant entre autres : <ul style="list-style-type: none"><li>- le scénario retenu pour l'exercice,</li><li>- les points positifs,</li><li>- les points négatifs,</li><li>- les axes d'amélioration d le cas échéant,</li></ul> soit rédigé à l'issue de l'exercice.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Evacuation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercices
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Oui
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.
<b>Constats :</b> Le dernier exercice d'évacuation du personnel a été réalisé le 25 août 2021. Les exercices au titre de l'année 2022 seront réalisés d'ici la fin de l'année. L'inspection rappelle que ces exercices doivent être réalisés tous les six mois afin d'être répartis judicieusement dans le temps.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Dispositif d'extinction automatique d'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance des matériels
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Oui
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant poursuit sa démarche de mise en conformité trentenaire de ce système d'extinction automatique d'incendie, qui pour rappel, doit intervenir courant février 2023. Les investigations détaillées ont été réalisées et l'exploitant attend l'accord préalable du centre national de prévention et de protection (CNPP) afin de lancer les travaux permettant la mise en conformité au référentiel en vigueur. Dans l'intervalle de cette mise en conformité, l'exploitant procède toujours au contrôle bihebdomadaire du niveau d'eau dans la réserve. L'inspection rappelle à l'exploitant que ce type de contrôle doit être formalisé et les éventuelles opérations réalisées tracées. Par ailleurs, l'exploitant indique pouvoir disposer d'une réserve d'eau supplémentaire d'un volume de 240 m3 située sur le parking des installations, à proximité de la station service exploitée par la société XPO Transports et Logistique. Cette réserve permet de compenser provisoirement le manque d'eau de la réserve du système d'extinction automatique d'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet